

COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

December 14, 2024.

Abuja, Federal Republic of Nigeria.

WADEMOS, TOURNONS LA PAGE, AFRIKAJOM CENTER, CDD WEST AFRICA, TRANSITION MONITORING GROUP ET PLUSIEURS ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DU NIGERIA, APPELLENT LES CHEFS D'ETATS DE LA CEDEAO, A LA VEILLE DE LA 66ème CONFERENCE DES CHEFS D'ÉTATS A PLUS DE DILIGENCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES INCLUANT LA STANDARDISATION D'UNE LIMITATION DES MANDATS DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT.

En prélude à la 66ème Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS), le Mouvement International Tournons La Page (TLP), AFRIKAJOM CENTER, CDD WEST AFRICA, Transition Monitoring group (TMG), ainsi que plusieurs organisations de la société civile du Nigeria, se sont réunis à Abuja le Vendredi 13 Décembre 2024 en vue d'analyser les défis démocratiques majeurs et persistants de la région, discuter des imminentes réformes de la CEDEAO, encourager le plaidoyer multipartite et faire des recommandations fortes à soumettre à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Dans un contexte marqué par des défis croissants pour la gouvernance démocratique, le respect des droits humains, la stabilité et l'intégration dans notre région, nous, acteurs de la société civile, tenons à exprimer notre engagement partagé en faveur de la consolidation des valeurs démocratiques qui fondent notre communauté. Pour répondre à ces défis, il est important que la CEDEAO renforce son rôle de garant de la stabilité et de la bonne gouvernance.

A cet effet, nous lançons un appel à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, à la veille de la 66ème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, les mettant devant leur responsabilité historique et les exhortant unanimement à :

1. adopter la disposition limitant les mandats des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour consolider davantage les principes de convergence constitutionnelle et la démocratie dans notre espace communautaire ;
2. poursuivre sans relâche les discussions avec les pays frères de l'AES pour la mise en œuvre des réformes susceptibles de garantir le maintien de ces pays au sein de la Communauté ;
3. engager des réformes urgentes et structurelles pour renforcer les prérogatives de la Commission et du Parlement ;
4. renforcer la qualité des processus électoraux pour garantir l'accession au pouvoir et l'alternance à travers des élections libres, honnêtes et transparentes ;
5. prendre des mesures idoines pour soutenir la participation citoyenne aux prises de décisions et processus politiques.

A la veille de la célébration de son 50e anniversaire, la CEDEAO a l'obligation de renforcer sa crédibilité en réussissant les réformes indispensables au renforcement de sa légitimité pour devenir la CEDEAO des peuples.